

 <p>ISSN NO. 2320-5407</p>	<p>Journal Homepage: -www.journalijar.com</p> <p>INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR)</p> <p>Article DOI:10.21474/IJAR01/9593 DOI URL: http://dx.doi.org/10.21474/IJAR01/9593</p>	 <p>INTERNATIONAL JOURNAL OF ADVANCED RESEARCH (IJAR) ISSN 2320-5407 Journal Homepage: http://www.journalijar.com Article DOI:10.21474/IJAR01/9593</p>
---	---	--

RESEARCH ARTICLE

PROBLEMATIQUE DE LA LIBERATION DES ESPACES PUBLICS DANS L'ARRONDISSEMENT DE HOUNLI : COMMUNE D'ABOMEY.

Auguste Tognidé Houinsou.

Laboratoire d'Aménagement du Territoire, d'Environnement et du Développement Durable, Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université d'Abomey-Calavi.

Manuscript Info

Manuscript History

Received: 18 June 2019

Final Accepted: 20 July 2019

Published: August 2019

Keywords

Hounli, problematic, sidewalks, public spaces, population growth, environment.

Abstract

The study of the issue of liberation of public spaces in the borough of Hounli commune of Abomey is a contribution that aims at understanding better the consequences of this decision of the government to develop the spaces on the lives of the people of the district of Hounli.

Desk researches, fieldwork and socioeconomic surveys conducted in the field, as well as the analysis of results represent the methodological approach adopted to achieve the expected objectives. In addition, the SWOT conceptual model was used to summarize the results obtained from this research. From this analysis, it appears that the eviction of public spaces affected the entire population of Hounli at 100%. Most of the surveys find the decision beneficial even if they do not agree with the methodology used (to hasty). It should be noted that more than 90% of people engaged in illegal income-generating activities who have occupied state domains have been dismissed. As a result, their activities are not going as before.

Nevertheless, others have survived because they meet the standards.

Considering the importance of the works and the deadlines of execution, the authorities both communale, local and those of the Government put in place strategies not to create too many drawbacks

Copy Right, IJAR, 2019,. All rights reserved.

Introduction:-

L'urbanisation galopante qui caractérise les pays en développement a accentué les problèmes des villes et relancé l'intérêt des décideurs pour la gestion urbaine. Celle-ci renvoie à des activités de contrôle et d'organisation ; elle partage les mêmes préoccupations que l'aménagement du territoire (M. Khouma, 2017, p. 51). Avec cette poussée sans cesse croissante de la population associée aux différents modes d'occupation de l'espace public, il est important d'assainir le cadre de vie des populations. A l'instar des autres pays en voie de développement, le Bénin est confronté aux problèmes d'occupation de l'espace public, une situation qui entrave le développement économique du pays (J-P. Edon, 2017, p. 1). L'occupation des trottoirs par les activités commerciales est à l'origine de problèmes d'engorgement et de congestion urbains. Les nombreux stationnements de motos à deux-roues et de voitures sur la chaussée, et surtout l'encombrement par des étalages et marchandises, contraignent les piétons à même circuler sur la voie et sont en grande partie responsables des difficultés de circulation, surtout aux heures de pointe, allongeant considérablement les temps de trajet dans la capitale économique ainsi que dans toutes les principales communes du pays. Certains quartiers particulièrement touchés par ce phénomène, étaient alors évités

Corresponding Author:-Auguste t. Houinsou.

Address:-Laboratoire d'Aménagement du Territoire, d'Environnement et du Développement Durable, Faculté des Sciences Humaines et Sociales, Université d'Abomey-Calavi.

par les usagers qui préféraient contourner ces espaces. Dans certains d'entre eux, la circulation automobile était tout bonnement impossible à certaines heures (N. Le Borgne, 2017, p. 23).

Les processus de construction et de reconfiguration du territoire urbain répondent à des priorités d'ordre foncier et communautaire très complexes (M. Ben Attou, 2019, p. 103). Les espaces publics sont en fait devenus un véritable outil au service des politiques publiques, un outil quasi incontournable. L'usage des espaces publics s'est ainsi généralisé dans de nombreux domaines de l'action publique, dans les discours comme dans les décisions d'aménagement. Au-delà des politiques de déplacements, au sein desquelles les espaces publics sont un outil relativement évident, l'action publique dans les domaines du cadre de vie, de la culture ou encore de la rénovation urbaine sont également concernés (A. Fleury, 2007, pp. 115-116).

Par ailleurs, pour répondre aux objectifs de développement et de bien-être social, plusieurs documents ont été élaborés sur le plan national. C'est le cas par exemple de la Déclaration de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (Deponat), qui prévoit de garantir à l'échelle locale un bon équipement pour assurer à l'ensemble des ménages l'accès aux services de base et favoriser le développement des activités productives (L. Sagbo, 2012, p. 13). En réaménageant les espaces publics, les responsables politiques tentent de revitaliser les quartiers choisis pour une impulsion économique et touristique mais en font également une vitrine de leur politique d'aménagement.

C'est dans cette vision de développement qu'au Bénin, le régime du nouveau départ, dans le Programme d'Action du Gouvernement (PAG), au pilier trois (03) axe « b », a prévu le développement équilibré et durable de l'espace national. Dans le cadre de cette vision, l'une des actions entreprises par le Gouvernement est la libération des espaces publics.

En s'inscrivant dans un contexte de développement durable où l'on doit concilier la gestion de l'espace et des activités génératrices de revenu des populations, il est nécessaire d'analyser les avantages et les inconvénients de la libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli. Au regard de tout ceci, il importe de se poser quelques questions :

Quelles sont les raisons qui sous-tendent les opérations de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli ?

Comment a-t-elle affecté la population sur le plan économique et social ?

Quelle disposition convient-il à prendre pour une atténuation des effets néfastes de cette opération sur la population de l'arrondissement de Hounli ?

C'est pour apporter des éléments de réponses à ces interrogations que la présente recherche est menée à travers le sujet intitulé « **Problématique de la libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli : Commune d'Abomey** ».

L'arrondissement de Hounli qui est le cadre de la présente recherche est l'un des sept que compte la Commune d'Abomey. Il est localisé entre 7°9' et 7°10' de latitude Nord d'une part et entre 1°57' et 1°59' de longitude Est d'autre part. Il est limité au nord par l'arrondissement de Vidolé, au sud par l'arrondissement de Zounzonmè, à l'ouest par la Commune d'Agbangnizoun et à l'est par l'arrondissement de Djègbé. Il est composé de quatre quartiers que sont : Agblomè, Gbécon-Hounli, Agnangnan et Zassa. La figure 1 montre la situation géographique et administrative de l'arrondissement de Hounli.

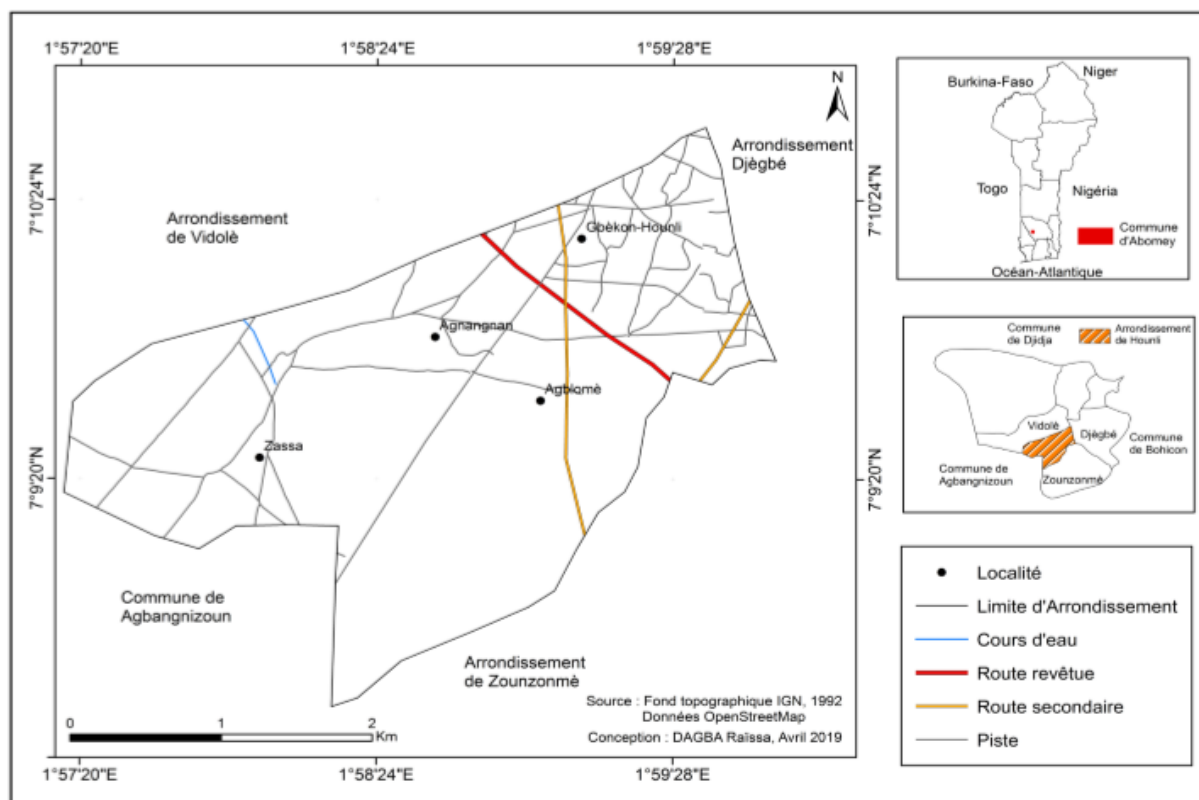


Figure 1: Situations géographique et administrative de l'arrondissement de Hounli

Les raisons qui justifient le choix de cette localité sont multiples. En effet, l'arrondissement de Hounli fait partie des arrondissements en pleine mutation démographique de la Commune d'Abomey où se développent plusieurs activités qui induisent l'occupation des espaces publics. Cependant, l'occupation anarchique de ces espaces pose de véritables problèmes et empêche la libre circulation des personnes et des biens. De même, l'opération de libération des espaces publics dans cette localité a affecté plusieurs ménages au point où certains ont même perdu leurs activités génératrices de revenu.

Matériel et méthodes

L'approche méthodologique utilisée dans le cadre de cette recherche est fondée sur la collecte des données, leur traitement et l'analyse des résultats.

Données utilisées

Les données utilisées pour la réalisation de ce travail sont entre autres les données pluviométriques relatives aux hauteurs de pluie, les données sur l'évolution de la population du milieu de recherche. Par ailleurs, des statistiques sur les occupants illégaux des espaces publics, le nombre de boutiques, baraques, ateliers, maisons et autres installations humaines déguerpis au cours de l'opération de libération des espaces ont été utilisées. A cela s'ajoutent les données qualitatives relatives aux perceptions locales pour avoir leur point de vue sur cette opération.

Collecte des données

Les différentes données utilisées dans le cadre de cette recherche sont collectées à travers la recherche documentaire et les enquêtes de terrain. Pour la recherche documentaire, plusieurs centres de documentation et institutions spécialisées ont été visitées. Quant aux investigations en milieu réel, les techniques telles que les entretiens directs, le focus group, les audiences publiques, la MARP (Méthode Active de Recherche Participative) et le diagnostic participatif ont été utilisés. Comme outils et matériels de collecte, un questionnaire, des guides d'entretien, une grille d'observation un appareil photo numérique, ont servi à la collecte des données.

Traitement des données et analyse des résultats

Dans le cadre du présent travail, les fiches d'enquête ont été dépouillées manuellement et codifiées avant d'être traitées à l'ordinateur. Les tableurs Excel, SPSS, Sphinx, ont servi à la réalisation des figures et des tableaux. L'évaluation des forces, faiblesses opportunités et menaces liées à l'opération de libération des espaces publics dans le milieu de recherche est faite grâce au modèle SWOT tel que présenté par la figure 2.

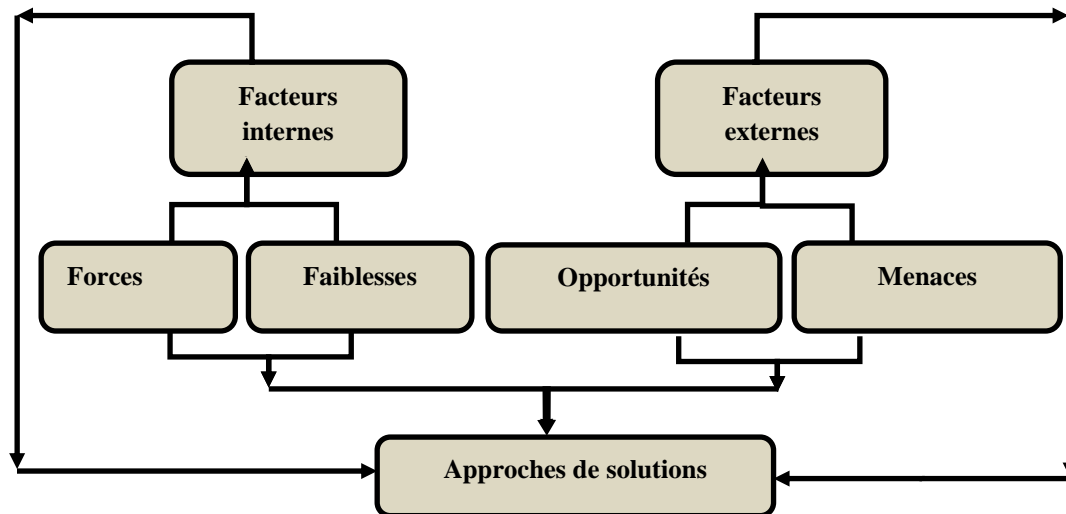


Figure 2: Schéma du modèle d'analyse des effets socio-économiques de l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli.

Source : Johnson et al, 2006 et adopté

L'analyse de la figure 2 révèle que l'opération de libération des espaces publics présente quelques forces et faiblesses dans le milieu d'étude. De même, cette opération, en dehors des opportunités qu'elle réserve à l'arrondissement engendre des effets néfastes sur le mieux-être des populations riveraines.

Résultats

A l'issue de cette recherche, trois grands résultats sont obtenus. Il s'agit des fondements explicatifs de l'opération qui prennent en compte ces manifestations, les effets socio-économiques de l'opération et les stratégies d'adaptation.

Fondements de l'opération de libération des espaces publics à Hounli

Les raisons qui sous-tendent l'opération de libération des espaces publics au Bénin en général et dans l'arrondissement de Hounli en particulier sont nombreuses. Ces fondements sont d'ordre juridique, politique, environnemental etc.

Fondements juridiques

L'article 263 de la loi portant code foncier et domanial en République du Bénin stipule que « Le domaine public immobilier de l'Etat et des collectivités territoriales est constitué de l'ensemble des biens fonciers et immobiliers classés ou délimités, affectés ou non à l'usage du public. Il comprend, le domaine public naturel et le domaine public artificiel ». Cependant, la méconnaissance de ces textes réglementant l'occupation des espaces non affectés à l'installation humaine amène les populations à occuper ces zones. Cette situation a amené les pouvoirs politiques à engager des opérations de déguerpissement depuis 2016.

Pour 80 % des occupants enquêtés c'est d'abord l'ignorance des textes qui fait qu'ils considèrent la devanture de leur maison et les abords immédiats des voies longeant leur maison comme leur propriété. De là, ils aménagent ces lieux et les occupent afin d'exercer leurs activités génératrices de revenu. Or, pour José Didier TONATO, Ministre du Cadre de Vie et du Développement Durable, « aucune loi n'a prévu cette disposition créée par les populations elles-mêmes, pour occuper l'espace public de l'Etat car, même les boutiques qui devraient être à l'intérieur des parcelles, sont ouvertes sur les grandes rues ». Mais face à l'incivisme des populations qui occupent anarchiquement les espaces publics, le gouvernement du nouveau départ a décidé de faire respecter la loi en déclenchant l'opération de libération des espaces publics, car force doit rester à la loi.

Enjeux environnementaux

L'un des objectifs de l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli est l'assainissement du cadre de vie des populations. Selon le Maire de la Commune d'Abomey, l'opération vise d'abord à offrir un environnement propre et favorable au développement des activités économiques.

Pour la première personnalité de la ville d'Abomey, la décision du Conseil des Ministres du 15 juin 2016 interdisant l'occupation des domaines publics et le déguerpissement des occupants illégaux fait suite au constat de l'occupation anarchique des espaces publics et des abords de nos grandes voies et rues. Ce qui empêche la libre circulation des personnes et des biens. Les occupations anarchiques des trottoirs obligent la plupart du temps, les piétons à disputer la route avec les motocyclistes ; ce qui cause des accidents mortels pour les enfants, notamment les écoliers. Par exemple, selon Y. Adjovi-Boco (2017, p. 12) Conseillère à l'écocitoyenneté et à la décentralisation au ministère du Cadre de vie et du Développement Durable, « 3000 accidents enregistrés par an, plus de 105 sont mortels dont 35% des enfants et des écoliers, l'Etat est obligé de prendre ses responsabilités en libérant ces espaces en vue de faciliter la mobilité humaine ». En somme, les populations locales perçoivent différemment les causes de l'opération. La figure 3 montre les principales causes de l'opération dans l'arrondissement de Hounli.

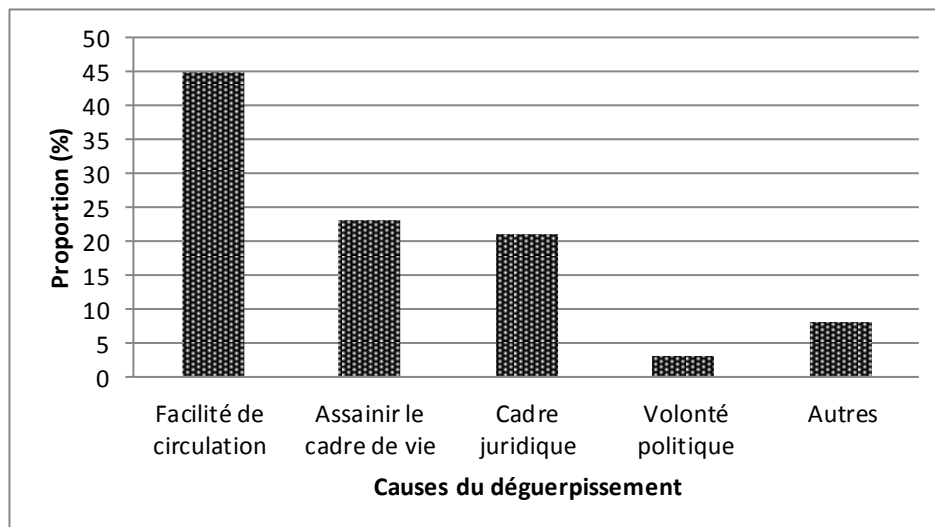


Figure 3: Principales causes de l'opération de déguerpissement dans l'arrondissement de Hounli
Source : Enquêtes de terrain et traitement statistique, janvier 2019

L'analyse de la figure 3 montre que les principales raisons qui sous-tendent l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli sont surtout le souci de la facilitation de la circulation (45 %) et l'assainissement du cadre de vie (22 %). Le dernier motif qui milite en faveur du déguerpissement est la volonté politique (3 %). En effet, dans le souci de faciliter la libre circulation des personnes et des biens et réduire les cas d'accident, il est important de libérer les espaces publics dans le milieu d'étude.

Autres enjeux du déguerpissement

L'une des raisons qui justifient l'opération de déguerpissement dans l'arrondissement de Hounli est la volonté politique qui accompagne l'opération à travers les nombreuses communications des autorités politico-administratives. En effet, à chaque nouvelle sortie médiatique, les autorités municipales en charge de l'assainissement et le ministre du cadre de vie n'ont pas faibli dans leur détermination à aller au bout de cette action musclée, une grande première dans l'histoire du Bénin. Les marquages en rouge et en vert, effectués sur toutes les installations illégales à détruire sont si visibles et si « effrayants ». En somme, toutes les autorités politiques à divers niveaux ont été impliquées dans l'exécution de l'opération. Leur rôle est de sensibiliser et d'informer sur la date du démarrage de l'opération et les mesures proactives que les occupants devraient prendre pour ne pas être surpris. Cependant, pour 60 % des occupants illégaux, l'information n'a pas circulé et que le délai donné n'est suffisant pour qu'ils puissent prendre les dispositions nécessaires. Pour ces derniers, l'opération est trop politisée car, les autorités préfectorales et municipales ont profité pour rendre des comptes à certains qui ne partagent pas la même vision

qu'elles. L'encadré 1 illustre l'extrait d'un témoignage d'un occupant sur l'aspect politique de l'opération dans le quartier Gbèkon-Hounli.

Encadré 1: Extrait de témoignage d'une dame touchée par l'opération

Moi, ça fait 55 ans que je suis en train de vendre dans ma boutique que j'ai réalisée avec mon feu époux. Cette boutique est devant notre portail qui fait face à cette voie principale que vous voyez là. Mais un soir, j'étais là quand un ancien ami en politique, membre influent du gouvernement actuel et responsable à la préfecture d'Abomey est venu me dire « Présidente Amazone, je suis une fois encore venu te dire de venir avec nous. Toi-même tu sais que la politique est l'âme qui construit et qui détruit. Ce serait bien pour toi d'être avec nous. On sait que tu es un grand leader. Maintenant, tu as le choix ». Mais en réponse, je lui dis : Je ne peux jamais partager votre idéologie et je n'ai pas commencé la politique par vous et vous ne pouvez rien me faire. Vous savez quand je lui ai servi cette réponse, le premier jour de l'opération de déguerpissement, c'est par ma propre boutique et celles que j'ai mises en location qu'ils ont commencé l'opération. Ils ont tout rasé et ont dépassé les limites prévues. Si je n'avais pas le soutien des gens du quartier qui m'ont aidé à dégager quelques-uns de mes étalages, tout allait partir. C'est simplement dommage.

De l'analyse de cet encadré, il ressort que, dans l'exécution de l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli, les acteurs politiques ont fortement influencé l'activité.

Manifestations de l'opération de déguerpissement à Hounli

La décision de libération des espaces publics occupés illégalement a été prise en Conseil des Ministres en date du 15 juin 2016. Dès lors, un délai de six mois est donné aux occupants illégaux pour libérer volontairement les emprises. Mais l'incivisme, la mauvaise foi, le non-respect des décisions ont fait que plus de 90 % des occupants n'ont pas libéré les espaces avant la date du démarrage de l'opération. De forts moyens ont donc été déployés pour libérer les espaces. Cette opération de déguerpissement a consisté à envoyer des machines appuyées des forces de l'ordre pour aller déguerpir les installations humaines (boutiques, maisons, ateliers, et autres) situées sur l'emprise. Le moment du déguerpissement est vécu par nombre de citoyens comme un traumatisme et reste dans la mémoire comme un événement marquant. La planche 1 montre la vue partielle de l'état de certaines habitations en plein déguerpissement.



Planche 1: Vue partielle de l'état des habitations en plein déguerpissement à Gbèkon-Hounli .1

Prise de vues : Dagba, janvier 2019

La planche 1 montre quelques installations humaines en plein déguerpissement dans le quartier Gbèkon-Hounli. De l'observation de cette planche, il est noté que les propriétaires ne sont pas préparés pour libérer volontairement les espaces, car, 75 % de ces occupants parlent de l'effet de surprise.

Effets de l'opération de libération des espaces publics

Dans l'arrondissement de Hounli, l'opération de libération des espaces publics a engendré aussi bien des effets positifs que négatifs.

Effets positifs ou valeur positive

La valeur positive de l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli est plus visible au niveau de la libre circulation et au niveau des travaux d'assainissement.

Au niveau de la libre circulation

L'opération de déguerpissement est une opération d'aménagement urbain et de libération de l'espace public. Au terme de cette opération, il s'agit d'avoir des villes propres, de visibilité de l'arrondissement. Pour 75 % des riverains enquêtés, l'opération, bien qu'elle leur a fait du mal, est quand même appréciable. Pour ceux-ci, l'opération a permis de retracer des voies en procédant à leur élargissement, ce qui leur permet de voir loin, d'avoir assez d'espace pour circuler librement. La planche 2 montre l'aspect des routes et espaces verts après déguerpissement dans le quartier Gbécon-Hounli.



Planche 2: Vue partielle de quelques espaces publics après libération suite à la répression à Gbécon-Hounli.

Prise de vues : Dagba, janvier 2019

La planche 2 montre la vue partielle de quelques espaces publics après libération suite à la répression. Il ressort de l'analyse que l'opération menée sur le site a permis de désengorger le milieu et de permettre une bonne circulation des personnes.

Sur le plan environnemental

Aujourd'hui les avis et appréciations commencent par changer. Nombreux sont les citoyens qui admirent les résultats de cette opération qui a donné un nouveau visage à toutes les villes du pays en général et à la Commune d'Abomey en particulier. Pour 80 % des perceptions locales, avec le déguerpissement, l'air circule bien, les eaux et déchets qui jonchaient les voies ont disparu, les populations respirent mieux et elles se sentent en sécurité sur les axes routiers. Plusieurs personnes trouvent salutaire cette opération qui met de l'ordre partout. Pour ces derniers, l'opération a rendu attrayant la ville ce qui attire les investisseurs. Par ailleurs, la libération des espaces a permis le démarrage du projet asphaltage dans le milieu de recherche. La planche 3 illustre quelques voies réalisées après la libération des espaces.



Planche 3 : Vue partielle des trottoirs libérés facilitant la libre circulation des populations à Gbécon-Hounli
Prise de vues : Dagba, janvier 2019

La planche 3 montre une vue partielle des trottoirs libérés facilitant la libre circulation des populations. Elle contribue à la sécurité routière et facilite une visibilité claire sur l'axe.

Les investigations ont montré que le déguerpissement a fait disparaître des infrastructures dont l'installation est permanente pour des activités foraines de commerce. Dans le cas où le vendeur doit présenter aux clients ses produits, il le fait de façon mobile tout en circulant avec son étalage. De même, selon les autorités, un particulier qui possède son restaurant sur un espace public dit de l'Etat, peut, par dérogation, disposer temporairement des couverts sur une partie du trottoir où il peut mettre des parasols. Mais la nuit, tout est enlevé afin que la voie publique soit intégralement nettoyée et ceci conformément à des règles et procédures communales qui doivent être mieux précisées pour être bien respectées. L'encadré 2 montre l'extrait d'un témoignage sur les avantages de l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli.

Encadré 2: Extrait de témoignage sur l'aspect positif de l'opération

L'opération de déguerpissement chez nous ici à Hounli est une très bonne chose. Avant, tu ne pouvais pas circuler. Les gens installaient leurs marchandises jusqu'à empêcher la circulation. Et si tu fais l'erreur de cogner leurs étalages, ils t'insultent tout comme s'ils ont payé la voie. Aujourd'hui, notre localité est très propre, il y a de l'espace sur nos routes et des voitures peuvent se dépasser sans risque d'accident ; ce qui n'était pas le cas il y a un an. Moi, je n'avais jamais pensé qu'on aurait quelqu'un comme le Président actuel pour nous délivrer de ces actes d'incivisme. Je ne peux que dire merci au régime du nouveau départ et ça nous montre que nous sommes prêts pour amorcer le développement puisque aucun développement durable n'est possible si le cadre de vie n'est pas assaini et aménagé.
 Merci

De l'analyse de cet encadré, il ressort que l'opération de déguerpissement est vraiment appréciée par la population de Hounli. C'est donc une opération qui peut amener le Bénin en général et la Commune d'Abomey au développement.

Effets néfastes de l'opération de déguerpissement

Bien qu'étant appréciée par les populations de Hounli, l'opération de déguerpissement a affecté négativement le développement des activités socio-économiques. En effet la destruction des installations humaines situées aux abords des voies a entraîné une instabilité au niveau des activités économiques et l'augmentation de la pauvreté dans le rang des sinistrés. Cela se traduit par les difficultés de remboursement des crédits auprès des structures financières, l'amenuisement des revenus au niveau des ménages. A cela s'ajoute l'amenuisement de la caisse de la

municipalité car les impôts et taxes qui alimentent cette caisse ne sont plus consistants puisque les activités tournent au ralenti. La planche 4 présente la vue partielle de quelque boutique affectée par l'opération à Hounli.



4.1



4.2

Planche 4: Vue partielle de quelques boutiques affectées par le déguerpissement à Agglomère
Prise de vues : Dagba, janvier 2019

Cette planche présente la situation de quelques boutiques dont certaines installations se trouvaient dans l'emprise de l'opération de libération des espaces publics. Elle révèle une réinstallation progressive et timide de certains déguerpis sur les lieux autrefois libérés par ces derniers.

Au cours des enquêtes menées sur le terrain, bien de sinistrés (130/200) personnes retenues pour l'enquête ont affirmé que leurs activités ont tourné au ralenti voire stoppé depuis la phase répressive. L'encadré 3 illustre un extrait de témoignage d'un riverain sur les effets néfastes de l'opération de déguerpissement dans le milieu de recherche.

Encadré 3: Extrait d'un témoignage sur les effets néfastes de l'opération

Moi, je vois que cette opération n'est pas opportune. Avec notre déguerpissement, nous sommes restés sans activités. Comment allons-nous nourrir et envoyer nos enfants à l'école ? Allons-nous voler ? Tout ce que moi j'ai fait comme prêt a volé en éclat. Je suis sans activité car, le temps de sensibilisation n'a pas été suffisant. Mieux, avant de lancer l'opération, l'Etat ou la municipalité devrait nous aménager un endroit où rester pour mener nos activités. Les quelques rares de mes marchandises que j'ai pues récupérer sont dans la chambre en train de moisir. Est-ce cela le développement ? Ce qui est dommage, est qu'ils nous ont déguerpi mais la route qu'ils veulent construire n'est pas encore construite. C'est la méchanceté humaine et chaque fois je vais me réveiller et penser à cette souffrance, Dieu jugera.

De l'analyse de l'encadré 3, il ressort que l'opération a créé assez de victimes. L'opération a affecté négativement assez de ménages. Cette situation a créé la misère, la pauvreté, la désorganisation des tissus sociaux avec plusieurs vices.

Face aux effets négatifs de l'opération, il est important de faire quelques suggestions pour remédier d'une part aux problèmes qui découlent de la libération des espaces publics, et d'autre part pour faire de ses avantages une pérennité.

Approches de solutions liées à la problématique de la libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli.

Pour une bonne gestion des espaces publics, selon les enquêtes de terrain, plusieurs personnes croient à tort que lorsqu'elles possèdent une parcelle, la devanture de leur habitation leur appartient en surcroît et qu'ils peuvent l'utiliser et même la louer. Or, le propriétaire de terrain n'y a aucun droit, car il n'est pas propriétaire de la rue.

1. Les populations « déguerpies » doivent d'abord bien s'informer sur les modalités pratiques du déguerpissement et s'approprier en conséquence ; certains peuvent exprimer leur demande de boutique à louer aux propriétaires riverains s'ils tiennent à se réinstaller dans la même rue.
2. Les populations de l'arrondissement de Hounli (sinistrés ou non) en particulier doivent se regrouper pour partager des espaces commerciaux.
3. Pour une meilleure organisation de l'opération afin de pérenniser la cohésion sociale, l'Etat devrait communiquer à travers une bonne sensibilisation avec une durée d'un an au moins à cause des difficultés économiques que traverse le pays.
4. Il doit accompagner les sinistrés pour réduire la chute brusque de leurs chiffres d'affaire.
5. Il doit bien entretenir les infrastructures concernées puis respecter les textes pour éviter les abus liés à une telle opération. L'Etat devait dédommager les sinistrés car, ceux-ci ont été piégés par la mairie qui prenait régulièrement des taxes au niveau de la population.
6. L'Etat doit également mener une bonne politique pour recaser ceux qu'on a déguerpis.
7. Pour identifier les raisons et les conséquences de la problématique de libération des espaces publics, des approches systématiques intégrant les informations quantitatives et qualitatives sont recueillies lors des investigations et sont appliquées. Les résultats sont évalués à l'aide du modèle SWOT, comme présenté par la figure 4.

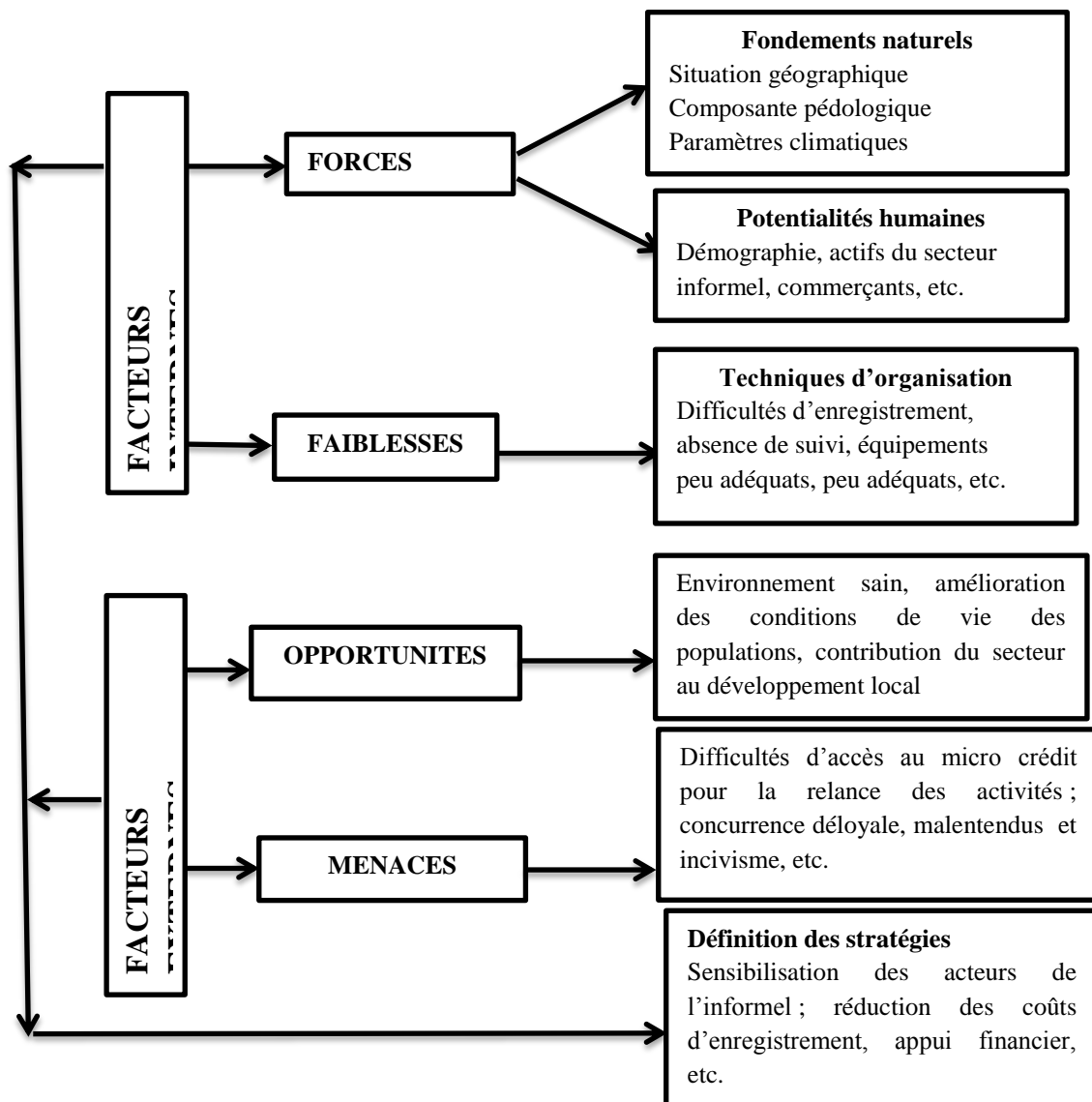


Figure 4: Récapitulatif des résultats à l'aide du modèle d'analyse SWOT

Source : Résultats d'enquête de terrain, janvier 2019

Ce modèle est un outil d'analyse intégré des aspects socio-économiques. Il a permis d'identifier d'une part les facteurs internes, c'est-à-dire de constituer des fondements naturels à travers la situation géographique, la composante pédologique, les paramètres climatiques ; des potentialités humaines basées sur la démographie, le secteur informel actif, les commerçants puis les techniques d'organisation consacrées aux difficultés d'enregistrement, l'absence de suivi, les équipements peu adéquats, et les facteurs externes d'autre part basés sur un environnement sain, l'amélioration des conditions de vies des populations. Ces mêmes facteurs constituent également des menaces liées aux difficultés d'accès aux microcrédits pour la relance des activités. Ces deux facteurs influencent l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli. L'utilisation de ce modèle a facilité la connaissance des facteurs favorables, des conséquences, opportunités, menaces ainsi que la détermination des stratégies développées par les populations pour faire face à ces conséquences.

Les grandes artères, qui sont actuellement le théâtre unique des problématiques de libération des espaces publics, ne sont plus les seuls objectifs visés, et toutes les villes sont concernées. Face à ces multiples mesures, des suggestions ont été proposées dans un but palliatif.

Discussion:-

L'analyse des fondements, des avantages et dégâts liés à l'opération de libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli dans la Commune d'Abomey révèle que le cadre juridique, la volonté de l'Etat central de faciliter la libre circulation des personnes et d'assainir le cadre de vie des populations constituent les principaux motifs de l'opération de libération des espaces publics, lancée par le gouvernement du Bénin en décembre 2016. Ces résultats sont conformes à ceux obtenus par J-P. Edon (2017, p. 3) ; N. Le Borgne (2017, p. 5) ; C. Bouquet et I. Kassi-djodjo (2014, p. 7) et G. K. Nyassogbo (2011, p. 23), etc.

Selon J. Blot et A. Spire (2014, p. 8), plusieurs raisons sous-tendent les opérations de déguerpissements dans le monde. Elles ont pour objectifs de protéger le patrimoine historique, de reconquérir des espaces publics, de minimiser des risques environnementaux ou d'adapter les infrastructures urbaines en vue d'événements sportifs internationaux ; les raisons a priori valables ne manquent pas pour justifier le déplacement dans les politiques de renouvellement urbain. Pour ces auteurs, « Les pêcheurs étrangers de Libreville sont expulsés dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine et la criminalité (Nguema et Loungou), tandis que les petits vendeurs de rue sont chassés au nom de la mise en ordre des voies publiques (Stamm), et les migrants pauvres de Shanghai sont déplacés pour permettre la réhabilitation de quartiers vétustes et insalubres (Zaoh et Padovani). Les autorités ont recours à des justifications empruntant à des arguments assez difficilement attaquables, qu'ils soient économiques, sociaux, écologiques ou sécuritaires. En mobilisant la notion d'utilité publique, voire en arguant que le déguerpissement se fait au bénéfice des personnes affectées (pour des raisons de sécurité), les décideurs justifient leur action par le caractère légal de celle-ci ». A quant à N. Le Borgne (2017, p. 11), la libération de l'espace exécutée au Bénin est la manifestation d'une volonté politique. « Les objectifs affichés et les justifications apportées à l'opération de déguerpissement sont variés et mobilisent à la fois les notions de visibilité, de viabilisation, de décongestion, de propreté et des impératifs sanitaires, qui visent à rendre les principales villes du pays, donc le pays lui-même, plus modernes et plus attractives ». J-P Edon (2017, p. 1), estime que « la décision relative à la libération des espaces publics est bonne dans la mesure où elle s'inspire des textes légaux de la République et contribue à améliorer le cadre de vie de nos populations. Elle vise la défense de l'intérêt général et rappelle à tout citoyen l'obligation à respecter les lois et à observer la discipline et l'ordre. On oublie souvent que l'ordre et la discipline sont aussi les piliers du développement. Si les forces armées dans tous les pays du monde représentent la force la mieux organisée, c'est parce que l'un de leurs principes fondamentaux et scrupuleusement observés, est la discipline, l'ordre et le respect de la hiérarchie. Toute nation désireuse de se développer doit en faire aussi son credo ». Pour C. Bouquet et I. Kassi-djodjo (2014, p. 6), « les causes du déguerpissement ont évolué dans le temps. Pour ces auteurs, l'usage du déguerpissement comme mode de régulation de l'espace urbain est un procédé qui date de la colonisation. Pour résoudre le problème de l'occupation « anarchique » du domaine public, les pouvoirs politiques n'avaient souvent pas eu d'autres choix que de détruire. Puis, dans le souci de maîtriser les effets de la croissance urbaine rapide et d'offrir un cadre de vie sain à la population, l'État de Côte d'Ivoire, dans la continuité de l'administration coloniale, a fait le choix d'une politique dirigiste en matière d'urbanisme et d'aménagement.

En effet, depuis le début des années 1980, marquées par les programmes d'ajustement structurel, les trottoirs et les carrefours importants des villes africaines sont de plus en plus et densément occupés, mieux, envahis par des hommes et des femmes venus d'horizons divers et exerçant de multiples petites activités socio-économiques variées communément rangées sous le terme d'activités de « survie ou du secteur informel ». Les usages et les fonctions

auxquels ces espaces étaient au départ destinés sont en train d'être détournés à d'autres fins par une population de plus en plus nombreuse. Une petite promenade à travers les principales artères d'Accra, d'Abidjan, de Dakar, de Cotonou, de Lagos, etc., permet de se rendre compte des graves difficultés que les piétons éprouvent pour circuler dans ces villes (G. K. Nyassogbo, 2011, p. 22). Cette appropriation de l'espace par les autorités publiques a favorisé la visibilité de la ville, l'assainissement du milieu d'étude, l'extension des voies, l'attraction de la ville, la mise en œuvre du projet asphaltage, la réduction des cas d'accident. Cette conclusion est approuvée par d'autres auteurs comme C. Morel (2016, p. 5) ; B. Semmoud (2009, p. 6) ; A. Fleury (2007, 8), etc.

Pour R-M. Nguema (2014, parag. 17), au Gabon, Les déguerpissements recouvrent des enjeux urbains indéniables. Ils constituent aussi un enjeu politique insoupçonné. En effet, à Libreville, les opérations de déguerpissement sont régulièrement improvisées à la veille d'un événement à dimension internationale (sportif, culturel, politique...). A travers ces événements et les investissements qui y sont liés, le gouvernement ambitionne de faire de la capitale gabonaise une ville ouverte sur le monde et un pôle majeur dans la sous-région de l'Afrique centrale. L'enjeu politique est aussi d'initier un ensemble de projets de modernisation de Libreville afin d'améliorer l'image ou, mieux, le paysage de la capitale pour qu'elle se positionne comme l'une des grandes agglomérations du continent. Ces projets urbains concernent en priorité les secteurs routiers, la restructuration des quartiers sous-intégrés et naturellement la construction des structures d'accueil.

En dehors des avantages de l'opération, elle constitue une menace pour les personnes affectées. En effet, avec cette opération, plusieurs ménages se sont retrouvés sans abri et sans activités génératrices de revenu. Ce résultat est confirmé par R-M. Nguema (2014, p. 7) ; J. Blot et A. Spire (2014, p. 11), Selon ces derniers, les déguerpissements reposent en effet sur des conflits autour de la reconnaissance du droit à occuper des espaces convoités mais aussi du droit à être considérés comme citoyens. Les déguerpis sont avant tout des citoyens marginaux ou marginalisés avec le temps, pour des raisons socio-économiques, ethniques ou politique (J. Blot et A. Spire, 2014 au 6^e paragraphe). Pour ces auteurs, les méthodes employées pour déguerpier sont proches, d'un pays à l'autre, et la précipitation en est une caractéristique commune. Même lorsque le processus de déplacement est prévu de longue date et fait partie d'un projet de développement, le déplacement a lieu dans l'urgence et la violence, ne laissant pas toujours le temps aux personnes déplacées de rassembler leurs effets personnels. Le moment du déguerpissement est vécu par nombre de citoyens comme un traumatisme et reste dans les mémoires comme un événement marquant. De même, R-M. Nguema (2014, p. 24), montrent que les déguerpissements sont sans doute nécessaires. Mais au regard de la procédure, de la brutalité avec laquelle ils sont organisés et le peu d'empressement de l'Etat à trouver des zones de relogement, cette opération est perçue comme une injustice sociale. La particularité de ces opérations est que les réaménagements que l'Etat prend pour justification ne vont souvent pas dans le sens de l'amélioration du cadre de vie des populations déguerpies. Au contraire, elles se traduisent par une aggravation des conditions de vie des victimes. Repoussés loin des équipements et réseau urbains, le cadre de vie est plus dégradé. Alors, on peut se demander pourquoi, après quarante ans de pratique de déguerpissement, les conditions de vie des citoyens de Libreville et les autres villes des pays de l'Afrique noire n'ont pas réellement changé ?

Conclusion

La présente recherche a traité de la problématique de la libération des espaces publics dans l'arrondissement de Hounli. Elle a permis d'examiner les vraies raisons qui ont poussé le pouvoir central à décider de déguerpier les occupants illégaux des espaces publics dans le milieu de recherche. Cette opération est différemment appréciée par les populations locales. Pour une frange de la population, les espaces publics situés devant une maison deviennent sans doute la propriété du propriétaire de cette maison. De ce fait, les trottoirs les abords immédiats des voies sont devenus pour bon nombre de citoyens le principal lieu d'exercice de leurs activités en méconnaissance des textes et normes d'occupation des espaces publics.

Dans la mise en œuvre de l'opération, d'énormes dégâts matériels et des pertes d'activités socio-économiques sont enregistrés. Face aux effets négatifs de l'opération, il importe d'apporter des mesures pour assister les sinistrés.

Référence bibliographique:-

1. BEN ATTOU Mohamed, 2019. « Action publique et aménagement : quand l'opposition foncière et la société civile font la ville dans la société duale, le cas de Guelmim ». Revue Espace géographique et société marocaine, n° 26 janvier, 103-120.
2. BENDIB Karima et NACEUR Farida. 2018. « Les tentatives de réappropriation des espaces extérieurs dans les

- cités de logements collectifs. Émergence d'une résidentialisation informelle? Cas de la ville de Batna (Algérie) ». *Géocarrefour*, 2018, vol. 92, no 92/4.
3. BLOT Julie et SPIRE Amandine, 2014. « Déguerpissements et conflits autour des légitimités citadines dans les villes du Sud ». *L'Espace Politique* [En ligne], 22 | 2014-1, mis en ligne le 17 mars 2014, consulté le 16 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2893> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.2893.
 4. BOUQUET Christian et KASSI-DJODJO Irène, 2014. « Déguerpir » pour reconquérir l'espace public à Abidjan. ». *L'Espace Politique* [En ligne], 22 | 2014-1, mis en ligne le 17 mars 2014, consulté le 29 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/2963> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.2963.
 5. EDON Jean-Pierre, 2017. « Libération des espaces publics au Bénin : le regard d'un diplomate à la retraite, *Journal Bénin Monde infos*, 06 mars <http://beninmondeinfos.com/index.php/chroniques/63-chronique-politique/5953-liberation-des-espaces-publics-au-benin-le-regard-d-un-diplomate-a-la-retraite>.
 6. FLEURY Antoine, 2007. « Les espaces publics dans les politiques métropolitaines. Réflexions aux croisements de trois expériences : de Paris aux quartiers centraux de Berlin et Istanbul ». *Géographie*, Université Panthéon-Sorbonne-Paris I, Français. tel-00259957, 685 p.
 7. JOHNSON Gerry, SCHOLES Kevan et WHITTINGTON Richard, 2008. *Exploring corporate strategy: text & cases*. Pearson education.
 8. KEUTCHEU Joseph, 2010. « La formation d'un espace public camerounais à l'épreuve de la construction des réseaux routiers de communication ». *Africa Development*. Vol. 35, no 3, p. 179-20.
 9. KEUTCHEU, Joseph, 2008. « L'espace public camerounais à l'épreuve de la construction des réseaux routiers de communication ». *Polis/RCS/CPSR*, vol. 15, no 1&2, p. 28.
 10. KHOUMA Mamadou, 2017. « Commerce et gestion de l'espace urbain à Dakar: enjeux, logiques et stratégies des acteurs ». Thèse de doctorat. Université du Québec à Montréal, 400 p.
 11. LE BORGNE Nicolas, 2017. « L'habitant et le bulldozer. Qui (dé)construit la ville africaine contemporaine ? Les politiques de déguerpissements à Cotonou (Bénin) en question. Mémoire de Matser 1 « Espace, Société, Territoire », Département de Géographie, Université Paris Est. 122p.
 12. LOLA Salès, 2016. « La gouvernance des espaces publics à l'épreuve de l'informalité. Conflits, corruption et pratiques du droit dans l'occupation des rues par les vendeurs informels à Mumbai ». *L'Espace Politique* [En ligne], 29 | 2016-2, mis en ligne le 29 août 2016, consulté le 15 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/3827> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.3827.
 13. MAYER Raoul Étongué et SOUMAHORO Moustapha, 2010. « Espaces urbains tropicaux africains et leur appropriation dans la construction de la ville tropicale: enjeux de deux systèmes d'organisation, le formel et l'informel dans l'utilisation de l'espace ». *Canadian Journal of Regional Science*, 33(1).
 14. NGUEMA Rano-Michel, 2014. « Politique de déguerpissement et processus de restructuration des territoires de Libreville (Gabon) ». *L'Espace Politique* [En ligne], 22 | 2014-1, mis en ligne le 17 mars 2014, consulté le 22 août 2019. ISSN électronique 1958-5500. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/3014> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.3014
 15. NYASSOGBO Gabriel Kwami, 2011. « Les activités informelles et l'occupation des espaces publics. Les trottoirs de Lomé au Togo ». *Revue de Géographie Tropicale et d'Environnement*, n°2, 2011 © (EDUCI).
 16. SAGBO Léon, 2012. « L'organisation de l'espace régionale par Kétou ». Mémoire de maîtrise de Géographie, DGAT/ FLASH/UAC, 85 p.
 17. SEMMOUD Bouziane, 2009. « Appropriations et usages des espaces urbains en Algérie du Nord ». *Cahiers de géographie du Québec*, 53 (148), 101–118. ISSN 0007-9766 (print) 1708-8968 (digital) <https://doi.org/10.7202/038144>.